



Plan CO.RAIL Antilles

Yves Jego, secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer a annoncé lors de son déplacement aux Antilles du 19 au 24 mars 2009, une série de mesures de soutien aux TPE/PME guadeloupéennes et martiniquaises dans le cadre du plan CO.RAIL (Contrat de reprise d'activité et d'initiative locale).

Ce plan comprend des dispositions exceptionnelles que l'Etat prévoit à court terme en faveur des entreprises pour les aider à surmonter les difficultés de trésorerie au sortir de la crise avec notamment un report du paiement des dettes fiscales, des droits de douane, des aménagements en matière de dettes sociales comme la suspension des poursuites durant six mois et un abandon de 50 % des créances en cas de signature d'un plan d'apurement par les entreprises concernées ainsi qu'un assouplissement des règles applicables au chômage partiel.

Les TPE en difficulté pourront également obtenir un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 25 000 euros et accéder à des prêts d'honneur.

Des mesures à moyen terme visant une reprise de l'investissement sont également prévues tels les prêts participatifs de rénovation hôtelière octroyés à taux préférentiels et sans garantie pour un montant unitaire compris entre 40 000 euros et 120 000 euros sur 7 ans avec un différé de 2 ans.

M. Jego avait auparavant signé une convention de soutien au secteur du tourisme avec le GIE Maison de la France chargé de mettre en place et de réaliser une campagne internationale de promotion touristique afin de relancer et de diversifier la fréquentation touristique de l'outre-mer français, sur le marché national et les grands marchés étrangers conformément aux actions de communication annoncées lors des assises nationales du tourisme (création d'un site Internet de promotion et de réservation, conception et diffusion d'une brochure de promotion touristique sur l'ensemble des destinations ultramarines).

Les informations relatives au plan CO.RAIL Antilles sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?informations-plan-co-rail-antilles.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Le 2 avril 2009, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses différents taux directeurs avec effet au 8 avril 2009 : le taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est passé à 1,25 % ; le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal est fixé à 2,25 % ; le taux d'intérêt de la facilité de dépôt est passé à 0,25%.

Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-mer (IEDOM) s'est réuni le 17 mars 2009 à Paris sous la présidence de M. Jean-Pierre Landau, Sous-Gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, Directeur général.

Le Conseil a passé en revue l'évolution en 2008 de la situation économique et financière des départements et collectivités d'outre-mer. Il a fait le point sur la participation de l'IEDOM dans le dispositif gouvernemental de médiation du crédit mis en place en octobre 2008.

Le Conseil a examiné le rapport du comité d'audit et de contrôle interne qui présente une analyse régulière et périodique du dispositif de maîtrise des risques mis en place au sein de l'Institut.

Les comptes de l'IEDOM pour l'exercice 2008, certifiés par les commissaires aux comptes, ont été approuvés par le Conseil.

Préparation des Etats généraux de l'outre-mer

Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et M. Yves Jego, secrétaire d'Etat en charge de l'outre-mer, ont présenté en conseil des ministres, le 18 mars 2009, le calendrier et les modalités de mise en œuvre des Etats généraux de l'outre-mer qui débiteront le 15 avril 2009. M. Richard Samuel, préfet, délégué général à l'outre-mer, a été nommé coordinateur national de ces Etats généraux. Les ateliers se tiendront dans chacun des DOM entre le 15 avril et le 15 mai 2009. Une consultation sera également organisée pour les ultramarins vivants en métropole.

Le site Internet www.etatsgenerauxdeloutremer.fr a été lancé afin d'élargir le périmètre des consultations.

Projet de loi pour le développement économique des outre-mer

Le Sénat a adopté le 12 mars 2009 le projet de loi pour le développement économique des outre-mer. Le texte comporte plusieurs améliorations notables en matière de pouvoir d'achat, de renforcement de la compétitivité des entreprises dans un contexte de crise économique, de relance du logement social et d'amélioration de la transparence de la défiscalisation des investissements outre-mer.

Le projet de loi sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du 6 avril 2009, après examen par la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.

Convention entre l'ADIE et le Secrétariat d'Etat à l'outre-mer

M. Yves Jego, secrétaire d'Etat en charge de l'Outre-mer, a signé une convention avec Mme Maria Nowak, présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) pour la création de 1 000 nouvelles entreprises outre-mer. Le secrétariat d'Etat à l'outre-mer versera 2 millions d'euros au total sur 3 ans à l'ADIE afin de financer l'accompagnement des bénéficiaires (formation, suivi et conseil).

Publications de l'IEDOM

Les notes expresses n° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 réalisées par les agences de Mayotte, de la Réunion, de la Guyane, de la Guadeloupe, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Martinique présentent une synthèse de la conjoncture en 2008.

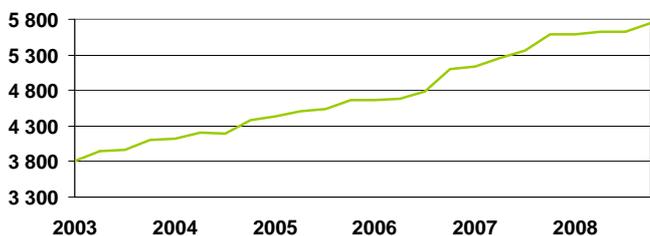
Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : (www.iedom.fr) pages publications de chacune des agences.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

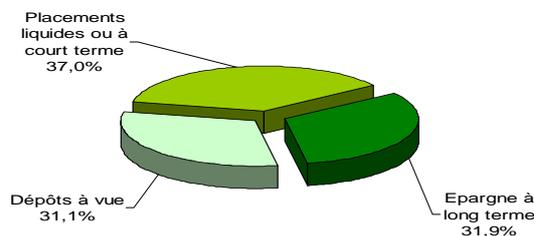
Les actifs financiers : Dynamisme des placements sur livrets sur fond de crise financière internationale

Au 31 décembre 2008, l'ensemble des actifs financiers détenus par la clientèle martiniquaise s'établit à **5,7 milliards d'euros**, soit une progression de 2 % par rapport à septembre 2008. Le taux de croissance annuel atteint +2,7 %, en repli de 7 points par rapport au 31 décembre 2007.

Evolution des actifs financiers



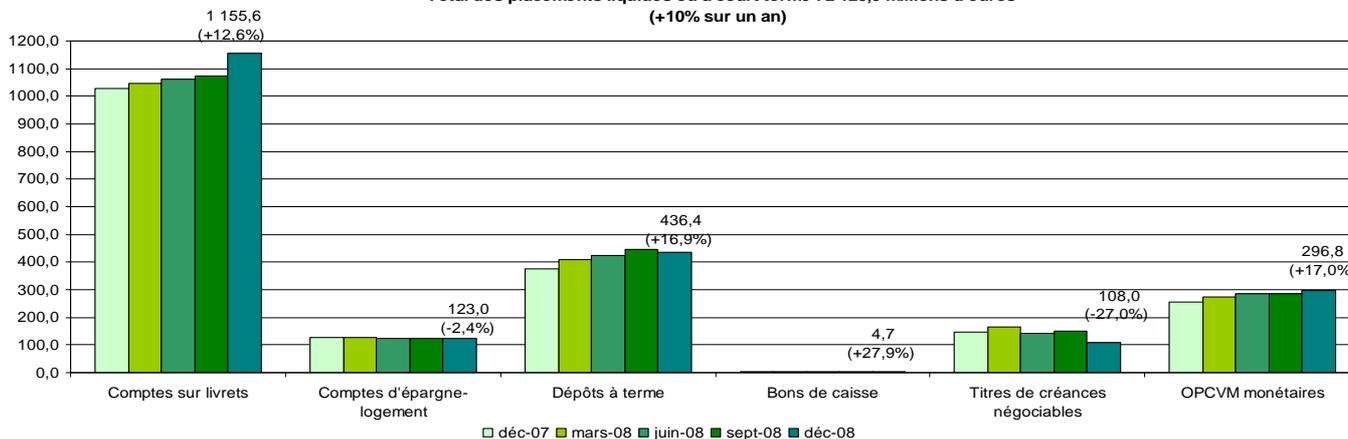
Structure des actifs financiers au 31 décembre 2008



Première composante des actifs financiers, les **placements liquides ou à court terme** sont les principaux contributeurs à la hausse annuelle de l'encours global (à hauteur de 3,5 points). Ils progressent de 10,0 % sur un an contre +14,2 % un an auparavant. Avec un encours respectif de 1,5 milliard d'euros et 513 millions d'euros (+10,7 % et +10 % par rapport au 31 décembre 2007) les ménages et les entreprises contribuent le plus largement à cette orientation positive. La vigueur de ce type de placements résulte principalement de la forte croissance des comptes d'épargne à régime spécial (+10,9% sur un an) dont le dynamisme est principalement porté par les **livrets A et bleus (+20,7% sur un an)** considérés par les ménages comme une valeur refuge dans un contexte de crise financière internationale.

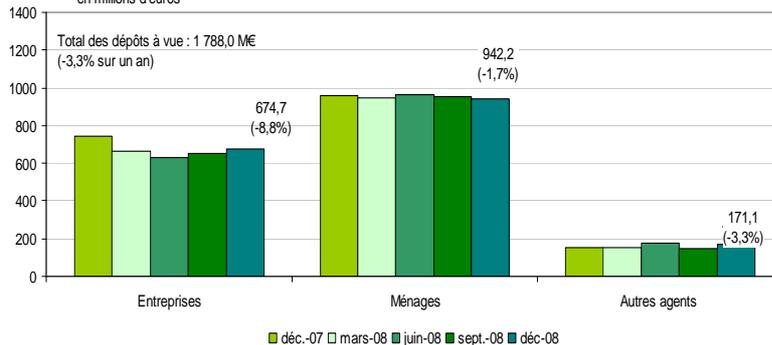
en millions d'euros

Total des placements liquides ou à court terme : 2 125,9 millions d'euros (+10% sur un an)



De son côté, après la stagnation de la collecte observée à partir de décembre 2007, **l'épargne à long terme** enregistre une modeste reprise qui concerne principalement les ménages. A 1,8 milliard d'euros (+20,8 millions d'euros par rapport à décembre 2007), l'encours est en hausse de +1,2 % sur un an. Dans un contexte de crise financière, les agents se sont massivement orientés sur des produits d'épargne longue jugés davantage protégés tels que **l'assurance-vie** (49,2 % de l'épargne à long terme et +9,8% sur un an) et les **obligations** (+10 % sur douze mois). A l'inverse, l'encours des **dépôts à vue** diminue de 3,3 % sur un an pour atteindre près de 1,8 milliard d'euros au 31 décembre 2008. Le repli de l'encours des ménages, amorcé en septembre 2008, s'est poursuivi au quatrième trimestre (-1,7% sur un an). A 942,2 millions d'euros, soit le plus bas niveau depuis septembre 2007, il perd 7,4 millions sur 3 mois.

en millions d'euros



Selon les soldes d'opinion des dirigeants des établissements de crédit, interrogés par l'IEDOM dans le cadre de son enquête trimestrielle, une diminution de la collecte des dépôts serait observée au 1^{er} trimestre 2009, baisse qui pourrait être accentuée au second trimestre.

Médiation bancaire : 42 dossiers déposés auprès du Médiateur départemental à fin mars 2009

A fin mars 2009, l'agence Iedom de Fort de France a reçu 42 dossiers, dont 13 ont été qualifiés d'inéligibles. Sur les 29 dossiers recevables, 16 étaient en cours d'instruction. Véritable organe de coordination du dispositif, le comité opérationnel de suivi (TPG, Iedom, AFD) se réunit selon une périodicité hebdomadaire. En outre, le Médiateur départemental et ses services participent à différentes réunions de sensibilisation auprès des socioprofessionnels. Le site www.mediateurducredit.fr détaille la démarche de présentation d'un dossier au médiateur départemental. Pour toute information complémentaire : mediation.credit.972@iedom-martinique.fr ou 0800 008 112 (numéro vert).

Etats Généraux de l'Outre-mer et dispositifs de sortie de crise :

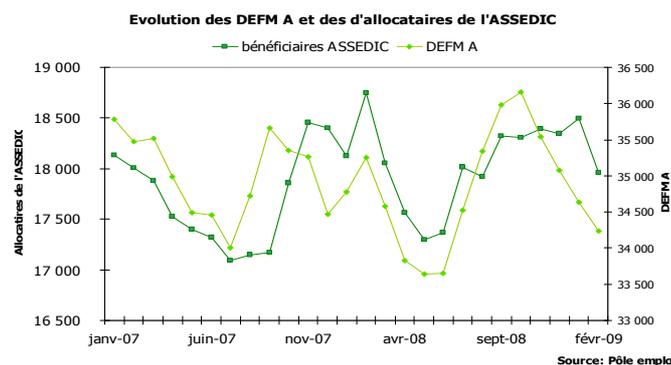
Lors de son déplacement à la Martinique le 24 mars 2008 et devant une assemblée d'élus et de socioprofessionnels, le secrétaire d'Etat en charge de l'Outre-mer, M. Yves JEGO, accompagné du préfet Richard Samuel coordinateur des Etats généraux, a précisé le cadre général des Etats généraux de l'Outre-mer qui se dérouleront du 15 avril au 15 mai 2009. Il a également rencontré les professionnels du tourisme afin de définir conjointement les grands axes d'un plan de sauvegarde du secteur. Ce dernier prévoit notamment une exonération de la taxe professionnelle et des exonérations de charges pour les entreprises de moins de 11 salariés. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de continuité territoriale, les vols à destination des Antilles devraient s'effectuer depuis Roissy à compter de septembre 2009 en vue de faciliter la diversification des marchés émetteurs de touristes grâce à l'accès au marché européen.

Cette visite ministérielle a également été l'occasion de présenter les contours du **Plan CO.RAIL : Contrat de reprise d'activité et d'initiative local**. Ce dispositif de sortie de crise vise à aider les petites entreprises (TPE/PME) locales à surmonter les difficultés de trésorerie découlant de la crise sociale aux Antilles. Il prévoit la mise en place d'un échelonnement des dettes fiscales, un moratoire partiel des dettes sociales, la facilitation de la mise en chômage partiel et la création d'un prêt à taux zéro sous forme de prêt d'honneur. Des mesures visant à faciliter l'accès au crédit bancaire à court comme à moyen et long termes sont également prévues. L'ensemble des dispositions du plan CO.RAIL est disponible sur le site de la préfecture de la Martinique : <http://www.martinique.pref.gouv.fr>.

Parallèlement, une réunion d'information sur les différents **dispositifs d'aides et de soutien aux entreprises du Conseil Régional** s'est tenue le 1^{er} avril 2009 à l'Hôtel de Région. Outre un rappel des outils financiers mis en place par la collectivité à destination des entreprises martiniquaises comme le fonds de capital investissement (Fonds d'investissement de la Région –FIRM- avec le concours de la Sagipar) ou le Fonds de participation de la Région (FPRM, avec le Crédit Maritime), cette réunion a également été l'occasion de présenter des dispositifs complémentaires, dont notamment le Fond de garantie post-conflit, visant à garantir, en collaboration avec l'Agence française de développement, les octrois de concours bancaires. Par ailleurs, une charte sur le financement des entreprises a été signée entre la collectivité et plusieurs établissements de crédit locaux engageant les deux parties à soutenir les entreprises par le biais du réseau commun d'accompagnement, le réseau *Cap performance Martinique*.

Emploi -Chômage : Nouvelle classification des demandeurs d'emploi

Conformément aux recommandations de deux rapports, l'un de l'Inspection générale des finances (IGF) et l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et l'autre du Conseil national de l'information statistique (CNIS), les données sur les demandeurs d'emploi sont désormais présentées selon de nouveaux regroupements statistiques (catégories A, B, C, D, E)¹. Publiés pour la première fois en mars 2009, les premiers résultats font état d'un nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A (DEFM A) de 34 234 à fin février 2009. Sur un an, le nombre de DEFM A recule de 2,9% et l'indicateur de chômage perd 0,6 point pour s'établir à 21,1%. L'amélioration de l'emploi enregistrée en début d'année doit toutefois être nuancée compte tenu du caractère atypique des données. Aussi, les chiffres du chômage de janvier et février 2008 marquaient une détérioration du marché du travail consécutive à la mise en chômage partiel des ouvriers de



la banane tandis que les différents mouvements sociaux du début d'année 2009 ont pu conduire à un retard de traitement des situations administratives des chômeurs. Parallèlement, à fin février 2009, le nombre d'allocataires de l'Assedic (y compris formations et préretraites) s'établit à 17 960 (-4,2% sur un an). Dans le détail, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage² atteint 12 181, soit une diminution de 0,1% sur un an.

Secteur primaire : bilan 2008 encourageant pour la filière viande ...

En 2008, la **production cumulée de l'abattoir départemental de la Martinique** s'est élevée à 2 423,2 tonnes de viande, en progression de 4,8% sur un an. L'essentiel de la production est constituée de viande bovine (51,9%) et de viande porcine (44,6%). Les viandes d'ovins/caprins et d'équins représentant respectivement 3,1% et 0,4% des abattages. Sur la période, le tonnage cumulé de l'ensemble des catégories de viandes traitées progresse sur un an : les abattages d'équins (+17,0%), la filière porcine (+6,9%) et la filière bovine (+3,6%). Seule exception, le tonnage de viande d'ovins/caprins est en recul de 4,4% sur un an. L'activité de l'abattoir départemental sur les premiers mois de 2009 a été perturbée par plusieurs jours de blocage, fin mars-début avril, par les artisans bouchers réclamant l'exclusivité de la vente de la viande locale.

... et un début de la campagne cannière 2009 tardif.

Initialement prévue le 27 février, la campagne sucrière a débuté le 19 mars 2008. En raison du conflit social dans le département, les deux conteneurs de pièces nécessaires au bon fonctionnement de l'usine du Galion (36% de l'activité de broyage de canne) sont restés bloqués sur le Port de Fort de France. Après 3 semaines de retard, l'usine a reçu ses premières cannes et a pu assurer le redémarrage de la production. Selon les planteurs, les estimations de récolte pour 2009 sont de l'ordre de 90 000 tonnes de cannes contre 75 000 tonnes en 2008.

Publication : La note expresse n° 58 réalisée par l'agence Iedom de Fort-de-France traite de la filière des déchets en Martinique. Le document est disponible sur notre site Internet : www.iedom.fr

¹ Pour plus d'information, le site <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/actualite-presse/dossiers-presse/publication-mensuelle-demandeurs-emploi-inscrits-pole-emploi-nouvelle-formule.html> détaille la nouvelle méthode de calcul des demandeurs d'emploi.

² L'assurance chômage comprend l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE), l'Allocation Unique Dégressive (AUD) et l'Allocation Chômeurs Agés (ACA).

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- janvier 2009	121,7	+0,4%	+1,0%
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- février 2009 - février 2009	34 234 21,1%	-1,1%	-2,9% -0,6 point
Allocation Chômage <i>(source : Assedic)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- février 2009	12 178	-2,4%	-0,05%
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- janvier 2009	27 424	-2,6%	-11,7%
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- janvier 2009 - janvier 2009	158,9 28,5 17,9%	-30,6% +3,7%	-36,0% +6,0% -7,1 points
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- février 2009 - février 2009	58 49,2	-78,5%	-77,1% -35,9%

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Banane <i>(source : DRCCRF)</i>	Expéditions de bananes (tonnes)	- décembre 2008 - cumul annuel	14 065 147 141	-8,6%	nd +9,8%
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- janvier 2009 - cumul annuel	141 580 141 580	+4,0%	+4,1% +4,1%
Trafic Maritime <i>(source : Dircilec)</i>	Nombre de croisiéristes	- décembre 2008 - cumul annuel	19 634 87 427	nd	+33,3% +14,0%
Construction <i>(source: Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- février 2009 - cumul annuel	3 592 21 231	-79,6%	-83,5% -52,7%

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	08/04/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	08/04/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09
ANNEE 2008	3,99%	JO du 23/02/08

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/09)

Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
2,50%	2,50%	3,00%	2,50%	1,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Décembre	Janvier	février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
2,4511%	1,8404%	1,2583%	1,0565%	1,2710%	1,6370%	1,7760%	1,9100%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Décembre	Janvier	Février	Mars
3,53%	3,64%	3,74%	3,72%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

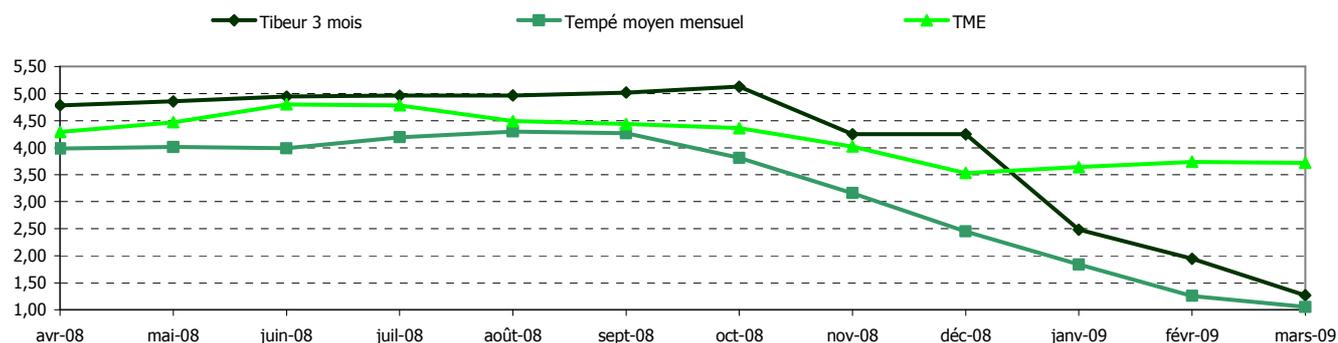
Décembre	Janvier	Février	Mars
3,73%	3,84%	3,94%	3,92%

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		7,83%			
Prêts à taux variable		7,93%			
Prêts relais		8,05%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,36%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		20,92%	Découverts en compte (1)		14,13%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		10,04%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

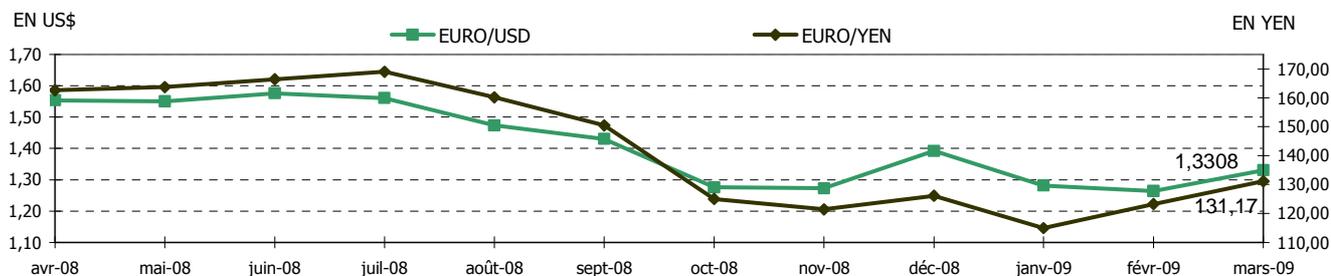
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3308	EURO/ZAR (Afrique du sud)	12,6140	EURO/SRD (Surinam)	3,64206
EURO/JPY (Japon)	131,1700	EURO/BWP (Botswana)	10,34580	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,37533
EURO/CAD (Canada)	1,6685	EURO/SCR (Seychelles)	21,6346	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,6061
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,93080	EURO/MUR (Maurice)	43,5870	EURO/BBD (La Barbade)	2,6540
EURO/SGD (Singapour)	2,0234	EURO/BRL (Brésil)	3,0767	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,35067
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3140	EURO/VEF (Vénézuéla)	2,84903	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2617,21	EURO/XCD (Dominique)	3,5829	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK